

que dans son existence générale, comme le lien nécessaire de la société. Il est bien clair que ce précepte, donné à l'individu, ne nie pas le droit social envers lequel tout peuple constitue ou modifie son gouvernement, comme le ministre de sa propre volonté et l'instrument de sa propre action. S'il en était autrement, il n'y aurait qu'un seul mode d'existence des sociétés ; tout y serait coordonné d'une manière uniforme et fatale. Au lieu de ces variétés et de ces sous-variétés de gouvernements, successives et mobiles, il n'y en aurait plus qu'une seule. De plus, Dieu ayant accordé à un très-petit nombre d'hommes le droit de commander à leurs semblables, il les aurait marqués d'un signe visible et appréciable ; en telle sorte que ces familles princières auraient eu, au-dessus des autres, une supériorité d'intelligence et de vertu, permanente et transmissible comme leur autorité, évidente comme la supériorité du père sur l'enfant. Mais Dieu, au contraire, n'a mis sur la terre que des hommes semblables en nature et égaux en droits. Et, non seulement cette doctrine absolutiste, soi-disant religieuse, est opposée à l'essence du Christianisme, elle l'est aussi à toutes ses traditions. L'Eglise a donc eu tort de considérer, à toutes les époques, la forme du gouvernement comme indifférente ? Les prélats de France doivent donc être frappés d'anathème pour avoir salué l'avènement de la République, en 1848, et béni ses insignes ? Véritablement, il faut être monarchiste espagnol pour soutenir de telles énormités.

M. Donoso Cortès signale la cause du mal, suivant lui, grave et profond, qui dévore les sociétés européennes : c'est que l'idée de l'autorité divine et de l'autorité humaine a disparu. Mais l'orateur tombe ici dans l'erreur commune à tous les absolutistes. Parce qu'ils se forment une idée fautive de l'autorité divine et humaine, qu'ils enchaînent le monde à une politique surannée, et qu'ils abaissent la religion pour en faire un support à cette politique, ils voient l'esprit des peuples échapper de toutes parts à des liens qui ne sont plus faits pour la nature humaine parvenue à son ère d'émancipation, et alors, ils gémissent et se répandent en prophéties sinistres, comme si le monde avait perdu son principe de vie. Mais, commençons par mettre à part et hors du débat l'autorité divine, et, par ce mot, nous entendons, aussi bien que M. Donoso Cortès, le Christianisme, le Catholicisme. Eh bien ! le Catholicisme n'est point cette chose étroite qui ne serait adaptée qu'à un seul état de l'homme en société ; le Catholicisme est ce principe élevé et fécond qui embrasse toutes les évolutions de l'esprit humain, dans ses progrès, et toutes les formes sociales. Quant à